

AU MENU

► L'importance du marché de la Russie dans le commerce bioalimentaire

Au mois d'août 2014, la Russie a décrété un embargo d'une année sur l'importation de certains produits bioalimentaires en provenance des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie, du Canada et de la Norvège. Ainsi, la Russie répliquait à sa manière aux différentes sanctions imposées par ces pays à cause de son rôle dans la crise politico-militaire en Ukraine. Les produits visés par l'embargo : le bœuf, le porc, les fruits, les légumes, la volaille, le poisson, le fromage, le lait et les produits laitiers.

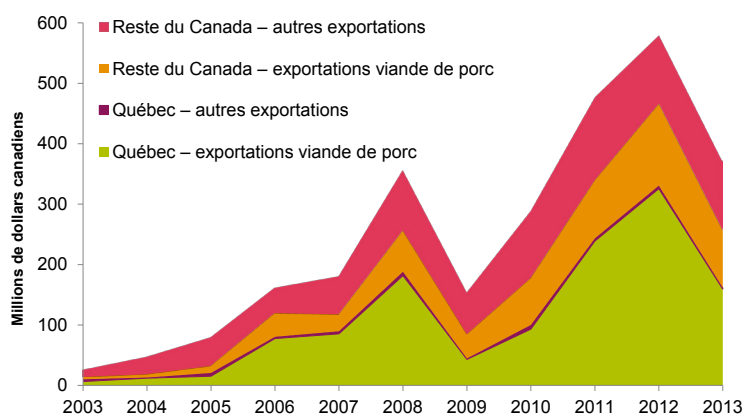
Les importations bioalimentaires de la Russie sont plutôt diversifiées, notamment en raison de l'accroissement des revenus des ménages russes au cours des dernières années. Dans les faits, en 2013, la Russie accaparait 2,8 % des importations bioalimentaires mondiales. Il s'agit d'un marché de 42 milliards de dollars américains, dont 19 milliards proviennent des pays touchés par l'embargo. De cette somme, les produits soumis à l'interdiction russe représentent près de la moitié – environ 9 milliards de dollars américains – des importations qui viennent de ces pays. En d'autres mots, la mesure frappe 21 % des importations bioalimentaires russes. En particulier, les produits que l'embargo russe concerne constituaient 4,7 % des exportations bioalimentaires de l'Union européenne et moins de 1 % des exportations bioalimentaires des États-Unis, du Canada et de l'Australie en 2013. Dans le cas du Québec, ils représentaient 2,7 % de ses exportations bioalimentaires internationales.

Pour le Québec et le Canada, la Russie est avant tout un marché d'exportation de produits du porc

Comme l'indique la figure ci-après, les exportations bioalimentaires canadiennes à destination de la Russie ont décuplé durant les récentes années par rapport à ce qu'elles étaient au début des années 2000. Cette constatation vaut également pour les exportations qui proviennent du Québec. En effet, les exportations bioalimentaires du Québec vers la Russie sont passées de 18 millions de dollars canadiens en 2003 à 179 millions en 2013; elles ont même culminé à 361 millions de dollars canadiens en 2012.

Il y a lieu de souligner que les exportations bioalimentaires canadiennes vers la Russie se composent essentiellement de viande de porc, pour une large part en provenance du Québec. À cet égard, les importations de porc par la Russie, toutes provenances confondues, ont triplé de 2003 à 2013. Leur point culminant, atteint en 2012 (2,8 milliards de dollars américains), a d'ailleurs coïncidé avec l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce.

EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC ET DU RESTE DU CANADA VERS LA RUSSIE, DE 2003 À 2013 (produits soumis à l'embargo russe actuel)



Source : Global Trade Atlas; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

La figure illustre aussi que, outre leur croissance, les exportations québécoises de porc vers la Russie ont affiché une grande volatilité au cours des récentes années. Cette volatilité tient à différents facteurs. D'une part, la crise économique mondiale a fortement touché la Russie en 2009, ce qui a contribué à un recul des importations russes de porc, y compris celles qui venaient du Québec. D'autre part, le marché russe a fait l'objet ponctuellement de barrières ou d'interdictions visant, pour des motifs phytosanitaires, parfois des exportateurs de porc concurrents du Québec, parfois ceux du Québec.

Tout d'abord, en juin 2008, la Russie a interdit les importations de viande de porc en provenance de 70 entreprises de l'Union européenne en raison de l'usage préventif d'antibiotiques. Cela s'est traduit par une occasion d'affaires pour les exportateurs de viande de porc du Québec. Par la suite, en 2009, les frontières russes se sont momentanément fermées aux produits de porc du Canada et du Québec à cause de la crise de la grippe A (H1N1). Quant à la baisse des exportations québécoises vers la Russie en 2013, elle s'explique pour l'essentiel par l'interdiction des importations de viande pouvant contenir de la ractopamine, entrée en vigueur en février 2013. Le processus d'autorisation pour les exportateurs du Québec, afin d'avoir accès de nouveau au marché russe, a nécessité quelques mois.

Avant le plus récent embargo, les exportations de viande de porc du Québec vers la Russie de janvier à juillet de 2014 (176 millions de dollars canadiens) se sont révélées supérieures à celles de l'année 2013, notamment en raison des restrictions imposées à l'importation de porc provenant de l'Union européenne à la suite des cas de peste porcine africaine déclarés au début de l'année 2014. Ainsi, les exportateurs du Québec peuvent voir leurs ventes augmenter momentanément sur le marché russe quand de telles interdictions frappent leurs concurrents et les voir diminuer lorsqu'ils sont eux-mêmes touchés.



Par ailleurs, la production porcine en Russie s'est accrue de façon importante dans les dernières années, entre autres à la faveur de mesures et de politiques destinées à la développer. Par exemple, après une hausse de 11 % de 2003 à 2007, le volume de la production porcine russe a augmenté de 40 % de 2008 à 2013. Pour la période 2014-2023, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), conjointement avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), prévoit une hausse du volume de la production de viande porcine de 21 % en Russie.

Perspectives

À plus ou moins long terme, l'évolution de ce contexte pourrait se traduire par un plafonnement des importations totales de viande de porc de la Russie, voire par une diminution. C'est du moins ce que mettent en évidence les perspectives connues à ce jour, qui ont d'ailleurs été réalisées avant la mise en place du récent embargo. En particulier, le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) s'attend à une baisse de l'ordre de 10 % du volume des importations totales de porc par la Russie d'ici 2023. Pour ce qui est de l'OCDE et de la FAO, elles estiment que le volume des importations de viande de porc de la Russie pourrait diminuer de plus de moitié d'ici 2023, voire davantage. Selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023*, « La Russie tenterait de combler chaque année un peu plus son déficit de production et espère devenir autosuffisante en viande de porc d'ici la fin des années 2020 ». En dépit de ce possible plafonnement, les perspectives de l'USDA et celles de l'OCDE et de la FAO indiquent que la Russie devrait demeurer parmi les plus importants importateurs de porc au cours des prochaines années.

D'ici la fin de l'embargo actuel, le remplacement du marché russe par d'autres marchés constitue un défi pour les exportateurs de porc du Québec. Toutefois, l'embargo russe n'a pas eu jusqu'à présent d'effet notable sur la conjoncture de marché, grâce à plusieurs facteurs atténuants. Entre autres, les pertes attribuables à la propagation du virus de la diarrhée épidémique porcine aux États-Unis ont contribué à maintenir les prix de référence nord-américains du porc à des sommets record en 2014.

SOURCES

Inside U.S. Trade's (8 août 2014).

« Statistiques du commerce pour le développement international des entreprises » (Centre du commerce international).

Global Trade Atlas.

Organisation de coopération et de développement économiques et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023*, Éditions OCDE, 2014.

<http://www.pigprogress.net/Health-Diseases/Health/2008/6/Russia-bars-pork-imports-from-70-EU-companies-PP001704W/>.

<http://www.1prime.biz/news/0/%7B91EA8B74-0CB5-4B10-B58E-E972DB4D7359%7D.uif>.

<http://www.agrapresse.fr/porc-la-russie-fait-nouveau-pression-sur-les-pays-fournisseurs-art258877-368.html>.

<http://agriculture.gouv.fr/Peste-porcine-africaine>.

Projections à long terme du USDA, février 2014.